

**Unité bidépartementale**

**Eure Orne**

Nos références : 61 / 2023 – 195

Mél : [ubdeo.dreal-normandie@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ubdeo.dreal-normandie@developpement-durable.gouv.fr)

Tél : 02 33 32 50 93

Alençon, le 08/12/2023

**Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/10/2023

**Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**ECLOR BOISSONS**

20 rue Rouget de Lisle  
92130 Issy-les-Moulineaux

Code AIOT : 0005302766

**1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/10/2023 dans l'établissement ECLOR BOISSONS implanté 2 Route de l'Aiguillon LA ROUGE 61260 Val-au-Perche. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection est réalisée de manière inopinée, en accompagnement du laboratoire agréé pour la réalisation de contrôles des valeurs de rejets des eaux superficielles du site (contrôle inopiné des rejets aqueux).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ECLOR BOISSONS
- 2 Route de l'Aiguillon LA ROUGE 61260 Val-au-Perche
- Code AIOT : 0005302766
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ECLOR Boissons, située à Val au Perche, est spécialisée dans la fabrication de boissons, notamment de cidres et jus de fruits. ECLOR est la branche « boisson » du groupe AGRIAL.

Suite aux évolutions de la nomenclature des installations classées, les installations relèvent désormais du régime de l'enregistrement. Les activités sont encadrées par un arrêté préfectoral du 29 juin 1998, complété les 22 juin 2005, 24 novembre 2008, 8 janvier 2010, 9 septembre 2011, 7 juin 2013 et 13 octobre 2014, ainsi que par les arrêtés ministériels de prescriptions générales concernés.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- contrôle inopiné / prélèvement
- validité de l'autosurveillance des rejets aqueux

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Prescriptions complémentaires	2 mois
7	Recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Lettre de suite préfectorale	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôle inopiné	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V	Sans objet
2	Contrôle inopiné	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V	Sans objet
3	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I	Sans objet
5	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	Sans objet
6	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un dysfonctionnement du débitmètre du laboratoire externe n'a pas permis de procéder à l'échantillonnage du prélèvement effectué. Un nouveau prélèvement inopiné devra être programmé.

Les constats opérés lors de l'inspection des 23 et 24 octobre 2023 rejoignent les observations formulées dans le cadre du suivi de l'agrément du suivi régulier des rejets (SRR) de l'Agence de l'eau. L'exploitant doit mettre en œuvre les actions correctives permettant d'améliorer la fiabilité des données de surveillance de ses rejets, notamment :

- remplacer le préleveur automatique qui est défaillant ;
- mettre en place des contrôles périodiques des équipements de mesures ;
- mettre en place l'assurance qualité associée ;
- suivre les recommandations du laboratoire chargé du suivi du SRR.

Enfin, au regard de la réactivité nécessaire en cas de dérive de la qualité des effluents en vue de protéger le milieu naturel, l'inspection demande qu'un suivi en continu de la température et du pH soit mis en place. Ce point fera l'objet d'une prescription au sein de l'arrêté préfectoral d'autorisation à première opportunité.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Contrôle inopiné

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Pose matériel
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des dispositions prévues au III du présent article l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.
<b>Constats :</b> La localisation de l'emplacement prévu pour le prélèvement est identique à celui de l'exploitant. La place est suffisante pour installer le matériel en sécurité. Le laboratoire a disposé ses équipements aux mêmes endroits que ceux mis en œuvre par l'exploitant (mesure du débit à proximité immédiate de la sonde de l'exploitant et zone de prélèvement du laboratoire identique à la zone du préleveur de l'exploitant).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Contrôle inopiné

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dépose matériel
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des dispositions prévues au III du présent article l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.
<b>Constats :</b> Le matériel mis en place la veille a été maintenu en fonctionnement et est resté intact pendant 24h. La mesure du débit sur 24h réalisée par le laboratoire agréé est de 97 m <sup>3</sup> , là où le débitmètre de l'exploitant indique 470 m <sup>3</sup> . Au regard des volumes traités par la station, il s'avère que l'équipement posé par le laboratoire a dysfonctionné. En l'absence de mesure de débit indépendante, les échantillons n'ont pas été constitués. Un nouveau contrôle inopiné sera reprogrammé.
<b>Observations :</b> A noter que la mesure du pH par le laboratoire au moment de la levée du matériel donne une valeur de 7,5 alors que la mesure de l'exploitant sur l'échantillon constitué le matin est de 7,9. L'exploitant devra examiner l'origine de cet écart
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Autosurveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Fréquence de surveillance
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté d'autorisation. [...] Programme d'autosurveillance : Article 14.11 de l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2003
<b>Constats :</b> Concernant les saisies et les commentaires sur les dépassements, l'exploitant indique soit sur le jour concerné, soit globalement au niveau du commentaire du mois, les écarts constatés et les éventuelles mesures prises pour un retour à la normale.  Des dépassements ponctuels sont constatés concernant les matières en suspension, les matières organiques (DCO et DBO5) et le pH, qui entraînent des dépassements en flux, notamment en période de campagne de pommes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Autosurveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Transmission GIDAF
<b>Prescription contrôlée :</b> Arrêté du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
<b>Constats :</b> L'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 novembre 2008 précise les fréquences d'autosurveillance des rejets en eau. Tous les paramètres (pH, O2, MES, DBO5, DCO, N, NTK, NH4, NO3, NO2, P) doivent être mesurés 2 fois par semaine hors campagne de pommes et 3 fois par semaine en période de campagne de pommes.  L'exploitant réalise une mesure du débit en continu.  Il est constaté dans les restitutions Gidaf pour l'année 2023 que les fréquences de surveillance sont respectées par l'exploitant.

<p>L'exploitant a par ailleurs mis en place les fréquences d'analyses de mesures comparatives par un laboratoire extérieur, exigées à l'article 14.6 de l'arrêté préfectoral du 29 juin 1998, suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le laboratoire est LDA53, laboratoire accrédité et agréé par le ministère chargé de l'environnement ;</li> <li>- le laboratoire effectue son analyse sur un échantillon prélevé par l'exploitant ;</li> <li>- effluents en sortie de station : mensuelle.</li> </ul>
<p><b>Observations :</b></p> <p>L'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2220 (préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale) de la nomenclature des ICPE n'est pas applicable aux installations autorisées avant le 1er janvier 2014. Cet arrêté prescrit notamment les fréquences de surveillance suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- température : mesure quotidienne ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m<sup>3</sup>/j ;</li> <li>- pH : mesure quotidienne ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m<sup>3</sup>/j.</li> </ul> <p>Il a été constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'absence de sonde de température dans le canal de rejet ;</li> <li>- que le pH en sortie de station ne faisait pas l'objet d'un suivi en continu, mais d'une analyse quotidienne sur un échantillon moyen.</li> </ul> <p>Au regard de la réactivité nécessaire en cas de dérive de la qualité des effluents en vue de protéger le milieu naturel, l'inspection demande qu'un suivi en continu de la température et du pH soit mis en place. Ce point fera l'objet d'une prescription au sein de l'arrêté préfectoral d'autorisation à première opportunité.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Prescriptions complémentaires</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 5 : Autosurveillance

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dépassements et actions correctives</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté que les saisies Gidaf étaient réalisées pour les mois de janvier à août 2023. La fréquence de transmission est globalement respectée.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p><b>L'exploitant doit veiller à déclarer dans l'outil Gidaf les résultats des contrôles de recalage effectués.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Accréditation si autosurveillance non réalisée par l'exploitant
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les modalités de mise en œuvre du programme de surveillance ainsi que les prescriptions techniques pour la réalisation des opérations de prélèvement et d'analyse de substances dangereuses dans l'eau doivent permettre de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. Les préconisations et les normes énoncées dans le guide relatif à l'échantillonnage et à l'analyse des substances dans les rejets aqueux des ICPE, validé par le ministère en charge de l'environnement, sont réputées satisfaire à cette exigence.</p> <p><b>Art 58-II :</b></p> <p>" Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.</p> <p>Pour les polluants ne faisant l'objet d'aucune méthode de référence, la procédure retenue, pour le prélèvement notamment, permet une représentation statistique de l'évolution du paramètre.</p> <p>Toutefois, l'exploitant peut prévoir des méthodes autres que les méthodes normalisées de référence lorsque les résultats obtenus sont équivalents. [...]. Lorsque des méthodes autres que des méthodes de référence sont utilisées, des mesures de contrôle et d'étalonnage sont réalisées conformément à une procédure définie par l'exploitant. Cette procédure est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Pour les mesures dans l'eau, les préconisations énoncées dans le guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement, validé par le ministère en charge de l'environnement, permettent de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. En particulier, si l'exploitant fait appel à un ou des organismes ou laboratoire extérieur pour ces mesures de surveillance, il s'assure que chacun des acteurs de la chaîne de prélèvement et d'analyse est agréé ou accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation ".</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour les analyses réalisées en interne (pH, DCO, MES), l'exploitant a présenté les modes opératoires des fournisseurs.</p> <p>Les analyses réalisées par un laboratoire extérieur et exigées à l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2008 sont mises en œuvre par le LDA53, laboratoire accrédité et agréé par le ministère chargé de l'environnement : Pt, Nt , nitrates, nitrites, NH4+.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 7 : Recalage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle de recalage
<b>Prescription contrôlée :</b> Art 58-III : « S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. L'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation. L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées. Si la surveillance des émissions de l'exploitant est déjà réalisée par un laboratoire agréé, le contrôle de recalage ne s'applique pas, à la condition que les mesures (prélèvement et analyse) soient réalisées sous agrément. »
<b>Constats :</b> Des audits de diagnostics de fonctionnement de la station d'épuration et des résultats d'analyse sont réalisés par un laboratoire mandaté par l'Agence de l'eau, permettant de maintenir ou non l'agrément SRR. Le dernier rapport, communiqué à l'exploitant, date de mars 2023. À ce jour, l'agrément pour le site Eclor Boissons est maintenu, permettant de garantir la fiabilité de la chaîne de mesure du site.  Les constats opérés lors de l'inspection des 23 et 24 octobre 2023 rejoignent les observations formulées dans le cadre du suivi de l'agrément SRR.
<b>Observations :</b> Ce dernier rapport met en évidence les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• un écart dans la mesure du débit est observée sur les faibles débits (cf. point de contrôle n°5 du rapport de l'inspection du 23 octobre 2023) ;</li><li>• l'absence de système de vérification périodique de la hauteur d'eau dans le canal, la vérification étant uniquement faite en l'absence de débit (cf. point de contrôle n°4 du rapport de l'inspection du 23 octobre 2023) ;</li><li>• l'absence de réfrigération du préleveur automatique (cf. point de contrôle n°7 du rapport de l'inspection du 23 octobre 2023) ;</li><li>• le résultat de l'analyse de l'échantillon prélevé par le laboratoire met en évidence une concentration en phosphore de 3,49 mg/l, valeur supérieure à la valeur limite d'émission (VLE) fixée à 3 mg/l (le résultat de l'autosurveillance de l'exploitant étant de 0,5 mg/l) : l'exploitant doit apporter des éléments de justification quant à cet écart de mesure et au non-respect de la VLE ;</li><li>• la reconduite de l'observation faite en 2020, relative à l'absence de réfrigération de l'échantillon envoyé pour analyse au laboratoire extérieur ;</li></ul>



- une dégradation de la cotation globale, ne remettant pas en cause le maintien de l'agrément.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 2 mois